



SESSION ORDINAIRE 2025-2026

5 DÉCEMBRE 2025

PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant à lutter contre les violences à l'encontre
des personnes LGBTQIA+**

(déposée par MM. Stijn BEX (NL), Martin CASIER (FR),
Fouad AHIDAR (NL), Mme Marie CRUYSMANS (FR),
M. Gilles VERSTRAETEN (NL), Mmes Margaux DE RÉ (FR),
Imane BELGUENANI (NL), Gisèle MANDAILA (FR),
MM. Pascal SMET (NL) et Benjamin DALLE (NL))

GEWONE ZITTING 2025-2026

5 DECEMBER 2025

BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**ter bestrijding van geweld tegen LGBTQIA+-
personen**

(ingediend door de heren Stijn BEX (NL), Martin CASIER
(FR), Fouad AHIDAR (NL), mevrouw Marie CRUYSMANS
(FR), de heer Gilles VERSTRAETEN (NL), mevrouw Margaux
DE RÉ (FR), mevrouw Imane BELGUENANI (NL),
mevrouw Gisèle MANDAILA (FR), de heren Pascal SMET
(NL) en Benjamin DALLE (NL))

Résumé*

La proposition de résolution demande au gouvernement régional d'élaborer un plan de lutte contre les faits de violence à l'encontre des personnes LGBTQIA+, d'accroître les formations sur ce sujet pour les policiers et fonctionnaires en contact avec le public et de lever les obstacles au dépôt de plainte.

* Résumé établi par les services du Parlement.

Samenvatting*

Dit voorstel van resolutie verzoekt de gewestregering om een plan uit te werken voor de bestrijding van geweld tegen LGBTQIA+-personen, de opleidingen daarover voor politieagenten en ambtenaren die in contact komen met het publiek uit te breiden en de belemmeringen voor het indienen van een klacht weg te werken.

* Samenvatting opgesteld door de diensten van het parlement.

Développements

Ces dernières semaines, Bruxelles a de nouveau été le théâtre de violentes attaques visant des personnes LGBTQIA+. Deux incidents ont été rapportés par la presse, mais ils ne sont malheureusement pas exceptionnels. Mathieu a été pris à partie par un groupe de jeunes qui l'ont injurié, menacé et agressé physiquement alors qu'il revenait du Salon du livre queer, dans le centre-ville. Le soir précédent, Jamal a été passé à tabac par trois hommes dans la station de métro Beekkant. Les blessures physiques sont sérieuses, mais les dommages psychologiques le sont encore plus: peur paralysante, cauchemars et profond sentiment d'insécurité. De tels faits de violence visant des personnes LGBTQIA+ sont inacceptables et doivent être fermement condamnés.

Ces faits ne sont pas isolés. Depuis plusieurs années, les organisations LGBTQIA+ telles que la Maison arc-en-ciel dénoncent une augmentation des cas de violences homophobes et transphobes, mais aussi des violences et des discriminations à l'encontre des personnes LGBTQIA+ en général. Fait notable, les personnes non binaires représentent une part croissante des victimes, une sur trois en 2024. Dans le même temps, une grande partie des faits ne font jamais l'objet d'une déclaration officielle, de sorte que le nombre réel d'incidents est probablement beaucoup plus élevé. Une étude récente de la VUB a montré qu'un jeune sur cinq jugeait acceptables les violences à l'encontre des homosexuels. Soit une hausse de 11 pour cent sur cinq ans et dans tous les groupes sociaux.

Les événements queer, les espaces LGBTQIA+-friendly et les activités de la Pride contribuent au caractère ouvert et inclusif de cette ville. Ces lieux et ces événements augmentent la visibilité, mais donc aussi la vulnérabilité, des personnes LGBTQIA+ à Bruxelles.

Un tiers des faits LGBTQIA+-phobes enregistrés sont commis dans l'espace public, notamment les stations de métro et les arrêts de tram et de bus. Dans nombre de cas, les témoins ne viennent pas en aide, souvent par peur ou parce qu'ils ne savent pas comment réagir. Cela démontre la nécessité d'organiser davantage de formations afin que les témoins puissent intervenir de manière appropriée. À cette fin, il convient de relever le seuil de connaissances des agents publics actifs dans l'espace public ou en contact avec la population afin qu'ils soient conscients des défis liés à l'inclusion des personnes LGBTQIA+ et qu'ils soient en mesure de réagir correctement aux (micro-)agressions et aux comportements inappropriés et/ou déplacés à l'égard des personnes LGBTQIA+. Il convient donc de travailler à la formation du personnel du Siamu, de la STIB (*mobility managers*, guichetiers, chauffeurs et personnel de sécurité), de parking.brussels, des collaborateurs de la chaîne de prévention et de sécurité sur les défis afférents à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et à l'expression de genre afin qu'ils puissent intervenir de la manière la plus appropriée dans les lieux publics. Il convient également de sensibiliser les prestataires de formation à l'importance de

Toelichting

De voorbije weken werd Brussel opnieuw opgeschrikt door gewelddadige aanvallen op LGBTQIA+-personen. Twee incidenten haalden de pers, maar zijn helaas niet uitzonderlijk. Mathieu werd belaagd door een groep jongeren die hem uitscholden, bedreigden en fysiek belaagden wanneer hij terugkwam van het queer-boekenfestival in het centrum van de stad. De avond voordien werd Jamal in metrostation Beekkant op brute wijze toegetakeld door drie mannen. De fysieke verwondingen zijn ernstig, maar de psychische schade is nog zwaarder: verlammende angst, nachtmerries, en een diep gevoel van onveiligheid. Dergelijke feiten van geweld tegen LGBTQIA+-personen zijn onaanvaardbaar en dienen ten strengste te worden veroordeeld.

Deze feiten staan niet op zichzelf. LGBTQIA+-organisaties zoals Rainbowhouse signaleren al jaren een stijging van meldingen van homofobie en transfoobie geweld, en van geweld en discriminatie tegen LGBTQIA+-personen in het algemeen. Opvallend is dat een groeiende groep slachtoffers, een op drie in 2024, non-binaire personen betreft. Tegelijkertijd wordt een groot deel van de feiten nooit officieel gemeld, waardoor het werkelijke aantal incidenten vermoedelijk veel hoger ligt. Een recente VUB-studie toonde aan dat 1 op de 5 jongeren geweld tegen homo's aanvaardbaar vindt. Een stijging met 11 procentpunt in vijf jaar tijd en bij alle sociale groepen.

Queerevenementen, LGBTQIA+-friendly ruimtes en Pride-activiteiten dragen bij aan het open en inclusieve karakter van deze stad. Die plaatsen en evenementen maken LGBTQIA+-personen meer zichtbaar maar dus ook meer kwetsbaar in de stad.

Een derde van de geregistreerde feiten die zijn ingegeven door haat jegens LGBTQIA+-personen, speelt zich af in de openbare ruimte, waaronder metrostations en tram- en bushaltes. In vele gevallen bleef hulp van omstanders uit, vaak uit angst of omdat mensen niet weten hoe ze kunnen reageren. Dat toont aan dat er nood is aan meer vormingen, zodat omstanders op gepaste wijze kunnen tussenkomen. Daartoe moet de kennisdrempel van overheidspersoneel dat werkzaam is in de openbare ruimte of in contact staat met het publiek, worden verhoogd zodat het zich bewust is van de uitdagingen in verband met de inclusie van LGBTQIA+-personen en in staat is op passende wijze te reageren op bepaalde (micro)agressies en ongepast gedrag en/of wangedrag jegens LGBTQIA+-personen. Er moet dan ook werk worden gemaakt van opleidingen voor personeelsleden van de DBDMH, de MIVB (*mobility managers*, loketbedienden, chauffeurs en veiligheidspersoneel), parking.brussels, de medewerkers van de preventie- en veiligheidsketen over uitdagingen in verband met seksuele oriëntatie, genderidentiteit en genderexpressie, zodat zij op de meest gepaste manier kunnen ingrijpen op

proposer un contenu pertinent et en phase avec le vécu des personnes LGBTQIA+.

Il est nécessaire que le projet de signalement d'equal.brussels, safe.brussels et la Maison arc-en-ciel soit d'urgence relancé afin de collecter des données précises sur les lieux, les auteurs, les victimes et les circonstances des violences LGBTQIA+-phobes. Actuellement, les données sont insuffisantes pour cartographier avec précision les tendances et les *hotspots*. Or, sans ces données, la politique reste réactive et non préventive. Il est donc essentiel de disposer de données sur les violences et les discriminations à l'encontre des personnes LGBTQIA+. C'est pourquoi il convient d'étendre le projet pilote de collecte des signalements de violences à l'encontre des personnes LGBTQIA+, d'une part en faisant en sorte qu'un plus grand nombre d'associations LGBTQIA+ collectent ces signalements tout en améliorant le processus de collecte et, d'autre part, en renforçant la capacité de ces associations. L'objectif est de se faire une meilleure idée des incidents LGBTQIA+-phobes (violences et discriminations) et de l'ampleur de la sous-déclaration, d'avoir une meilleure vue sur les chiffres et signalements existants, d'établir les motivations et les besoins du public pour déposer ou non une plainte, et d'établir une communication entre les services qui interviennent après le signalement des faits.

En outre, il est nécessaire de former et de sensibiliser les agents de police aux violences LGBTQIA+-phobes et à leurs spécificités afin de prévenir toute victimisation secondaire. Il convient de faciliter la prise de contact avec la police en cas de délits LGBTQIA+-phobes et d'assurer un accueil optimal des victimes dans les commissariats de police. On peut éventuellement s'inspirer de la méthodologie des cellules EVA et examiner comment celle-ci pourrait être étendue aux violences LGBTQIA+.

Enfin, force est de constater que malheureusement, les faits de violence sont rarement dénoncés en raison des nombreux obstacles au dépôt de plainte auprès de la police (difficulté à porter plainte au bon moment, accueil décourageant, sentiment d'être jugé plutôt qu'entendu, etc.) ou au signalement de faits éventuels auprès d'Unia ou de l'IEFH (méconnaissance du système, etc.). Une fois ces obstacles surmontés, un autre filtre se présente lors de la rédaction de la plainte. En effet, les circonstances aggravantes liées à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre ou à l'expression de genre ne sont pas toujours mentionnées lors de l'appréciation des faits. Lorsque la plainte est ensuite communiquée au parquet et qu'une éventuelle citation à comparaître est lancée devant le tribunal correctionnel, une nouvelle occasion se présente de décider si cette circonstance aggravante doit être prise en considération ou non. Ces différents filtres affectent à la

openbare plaatsen. Ook dienen opleidingsaanbieders bewust te worden gemaakt van het belang om inhoud aan te bieden die relevant is voor en aansluit bij de ervaringen van LGBTQIA+-personen.

Het is noodzakelijk dat het meldingsproject van equal.brussels, safe.brussels en het Rainbowhouse dringend wordt heropgestart om accurate data te verzamelen over plaatsen, daders, slachtoffers en omstandigheden van LGBTQIA+-foob geweld. Zo zijn er momenteel onvoldoende data om trends en hotspots precies in kaart te brengen. Zonder die gegevens blijft beleid echter reactiviteit in plaats van preventie. Het is dan ook van cruciaal belang om te beschikken over gegevens inzake geweld tegen en discriminatie van LGBTQIA+-personen. Daarom is het noodzakelijk om te komen tot een uitbreiding van het proefproject om meldingen van geweld tegen LGBTQIA+-personen te verzamelen, door er enerzijds voor te zorgen dat er meer LGBTQIA+-verenigingen die meldingen verzamelen en tegelijk het inzamelingsproces te verbeteren, en door anderzijds de slagkracht van deze verenigingen te verhogen. Dit heeft tot doel een beter beeld te krijgen van LGBTQIA+-fobe incidenten (geweld en discriminatie) en van de mate van onderrapportage, een kwalitatiever beeld te vormen van de bestaande cijfers en meldingen, de motiveringen en behoeften van het publiek om al dan niet een klacht in te dienen vast te stellen en te zorgen voor koppelingen tussen de diensten die na de melding optreden.

Verder is het noodzakelijk om te voorzien in opleiding en bewustmaking van politieagenten omtrent LGBTQIA+-foob geweld en de specifieke kenmerken ervan om zo secundaire victimisatie te voorkomen. Het opnemen van contact met de politie in verband met LGBTQIA+-fobe misdrijven moet worden vergemakkelijkt en er moet werk worden gemaakt van een optimale opvang van slachtoffers in politiebureaus. Hier kan mogelijks gekeken worden naar de methodologie van de EVA-cellen en hoe die zou kunnen worden uitgebreid naar LGBTQIA+ geweld.

Tot slot moet worden vastgesteld dat er helaas zelden aangifte wordt gedaan van feiten van geweld gezien de vele obstakels voor het indienen van een klacht bij de politie (moeilijkheid om op het juiste moment aangifte te doen, ontmoedigend onthaal, het gevoel veroordeeld te worden in plaats van te worden gehoord, enz.) of voor het indienen van een melding bij Unia of het IGVM (gebrek aan kennis van het systeem enzovoort). Wanneer die obstakels zijn overwonnen, doet zich nog een filter voor bij het opstellen van de klacht. Bij de beoordeling van de feiten wordt immers niet altijd melding gemaakt van verzwarende omstandigheden die verband houden met de seksuele oriëntatie, genderidentiteit of -expressie van de betrokkene. Wanneer de klacht vervolgens wordt meegedeeld aan het parket en een eventuele dagvaarding wordt ingeleid bij de correctionele rechtbank, doet er zich opnieuw een gelegenheid voor

fois les poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs des faits et l'adéquation des peines aux délits visés par les poursuites. Il est donc nécessaire d'identifier et de lever les obstacles et les filtres au dépôt de plainte, à l'appréciation des faits par la police, au traitement de la plainte par le ministère public, en ce compris les motivations de tout classement sans suite d'une affaire.

om te beslissen of deze verzwarende omstandigheid al dan niet in aanmerking moet worden genomen. Die verschillende filters hebben zowel een invloed op de gerechtelijke vervolging van de daders als op de gepastheid van de straffen ten aanzien van de vervolgte feiten. Er is dan ook nood aan het identificeren en vervolgens wegnemen van de obstakels en filters voor het indienen van een klacht, de beoordeling van de feiten door de politie, de behandeling van de klacht door het openbaar ministerie, met inbegrip van de motiveringen voor het seponeren van de zaak.

Stijn BEX (NL)
Martin CASIER (FR)
Fouad AHIDAR (NL)
Marie CRUYSMANS (FR)
Gilles VERSTRAETEN (NL)
Margaux DE RÉ (FR)
Imane BELGUENANI (NL)
Gisèle MANDAILA (FR)
Pascal SMET (NL)
Benjamin DALLE (NL)

PROPOSITION DE RÉOLUTION**visant à lutter contre les violences à l'encontre des personnes LGBTQIA+**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme;

Vu la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;

Vu la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme;

Vu les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de prévention, de sécurité, d'ordre public et d'égalité des chances;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a récemment été confrontée à de nouveaux cas de violence particulièrement brutaux à l'encontre de personnes LGBTQIA+;

Considérant que ces faits causent de graves préjudices physiques et psychologiques et portent atteinte au sentiment de sécurité de l'ensemble de la communauté LGBTQIA+;

Considérant que, dans les deux cas, les témoins ont à peine osé intervenir, ce qui démontre la nécessité urgente d'une politique supplémentaire concernant l'intervention des témoins;

Considérant qu'une étude récente de la VUB montre une augmentation significative de l'homophobie chez les jeunes entre 2018 et 2023;

Considérant que les personnes LGBTQIA+ visibles courent un risque disproportionné d'être la cible de harcèlement et de violence dans l'espace public;

Considérant qu'un tiers des faits enregistrés en Région de Bruxelles-Capitale sont commis à l'intérieur ou aux abords immédiats des transports publics;

Considérant que le projet de signalement d'equal.brussels, safe.brussels et la Maison arc-en-ciel doit d'urgence être relancé afin de collecter des données précises sur les lieux, les auteurs, les victimes et les circonstances des violences LGBTQIA+-phobes;

Considérant que seule une coopération structurelle entre les différents acteurs permet d'assurer une gestion efficace de la violence LGBTQIA+-phobe;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE**ter bestrijding van geweld tegen LGBTQIA+-personen**

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens;

Gelet op het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie;

Gelet op het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de relevante jurisprudentie van het Europees Hof voor de rechten van de mens;

Gelet op de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake preventie, veiligheid, openbare orde en gelijke kansen;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest recent geconfronteerd werd met nieuwe, bijzonder gewelddadige gevallen van geweld tegen LGBTQIA+-personen;

Overwegende dat die feiten zware fysieke en psychologische schade veroorzaken en het veiligheidsgevoel van de hele LGBTQIA+-gemeenschap aantasten;

Overwegende dat omstaanders in beide gevallen nauwelijks durfden ingrijpen, wat de dringende nood aantoonde aan bijkomend beleid rond interventie door omstaanders;

Overwegende dat een recente VUB-studie een significante stijging van homofobie bij jongeren tussen 2018 en 2023 aantoonde;

Overwegende dat zichtbare LGBTQIA+-personen disproportioneel risico lopen op intimidatie en geweld in de openbare ruimte;

Overwegende dat een derde van de geregistreerde feiten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich afspeelt in het openbaar vervoer of in de onmiddellijke omgeving ervan;

Overwegende dat het meldingsproject van equal.brussels, safe.brussels en het Rainbowhouse dringend heropgestart moet worden om accurate data te verzamelen over plaatsen, daders, slachtoffers en omstandigheden van LGBTQIA+-foob geweld;

Overwegende dat een effectieve aanpak van LGBTQIA+-foob geweld enkel mogelijk is via structurele samenwerking tussen de verschillende actoren;

Condamne fermement toute forme de violence à l'égard des personnes LGBTQIA+;

Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale:

- de développer, en collaboration avec la STIB, safe.brussels, equal.brussels, la Maison arc-en-ciel et d'autres organisations de la société civile, un plan d'action «Espace public sûr pour les personnes LGBTQIA+»;
- d'étendre et de renforcer la formation des agents publics actifs dans l'espace public ou en contact avec la population afin qu'ils soient conscients des défis liés à l'inclusion des personnes LGBTQIA+ et qu'ils soient en mesure de réagir correctement aux (micro-)agressions et aux comportements inappropriés et/ou déplacés à l'égard des personnes LGBTQIA+.
- de relancer immédiatement le projet de signalement d'equal.brussels, safe.brussels et la Maison arc-en-ciel;
- de prévoir, dans le cadre du Plan global de sécurité et de prévention de safe.brussels, la formation et la sensibilisation des fonctionnaires et agents de police aux violences LGBTQIA+-phobes et à leurs spécificités afin de prévenir toute victimisation secondaire, d'améliorer l'orientation des victimes vers un soutien psychologique par l'intermédiaire des zones de police, et d'établir, en collaboration avec les zones de police, un protocole de déclaration uniforme adapté aux personnes LGBTQIA+, en ce compris une formation pour les agents de quartier;
- d'augmenter la volonté de porter plainte des victimes LGBTQIA+ de violences en simplifiant les procédures de dépôt de plainte, en garantissant la confidentialité des données, en renforçant l'aide aux victimes inclusive et en améliorant le suivi et les poursuites en matière de crimes haineux ;
- d'explorer les possibilités de travailler en collaboration avec d'autres niveaux de pouvoir à l'accompagnement des auteurs de violences, sur le modèle des bonnes pratiques afférentes à d'autres formes de violence;

Veroordeelt ten strengste elke vorm van geweld tegen LGBTQIA+-personen;

Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

- in samenwerking met de MIVB, safe.brussels, equal.brussels, het Rainbowhouse en andere middenveldorganisaties een Actieplan "Veilige Openbare Ruimte voor LGBTQIA+-personen" te ontwikkelen;
- de vorming van overheidspersoneel dat werkzaam is in de openbare ruimte of in contact staat met het publiek, uit te breiden en te versterken zodat zij zich bewust zijn van de uitdagingen in verband met de inclusie van LGBTQIA+-personen en in staat zijn op passende wijze te reageren op bepaalde (micro)agressies en ongepast gedrag en/of wangedrag jegens LGBTQIA+-personen;
- het meldingsproject van equal.brussels, safe.brussels en het Rainbowhouse onmiddellijk herop te starten;
- binnen het Globaal Veiligheids- en Preventieplan van safe.brussels te voorzien in opleiding en bewustmaking van politieambtenaren en -agenten omtrent LGBTQIA+-foob geweld en de specifieke kenmerken ervan om zo secundaire victimisatie te voorkomen, de doorverwijzing tot psychologische ondersteuning voor slachtoffers via de politiezones te verbeteren en in samenwerking met politiezones werk te maken van een uniform LGBTQIA+-vriendelijk meldingsprotocol, inclusief training voor wijkagenten;
- de aangiftebereidheid van LGBTQIA+-slachtoffers van geweld te verhogen door de aangifteprocedures te vereenvoudigen, de vertrouwelijkheid van gegevens te waarborgen, queer-vriendelijke slachtofferhulp te versterken en de opvolging en vervolging van haatmisdrijven te verbeteren;
- pistes te onderzoeken om in samenwerking met andere beleidsniveaus te werken aan de begeleiding van plegers, naar het voorbeeld van goede praktijken rond andere vormen van geweld;

- eu égard à ce qui précède, de lancer un nouveau plan bruxellois d'inclusion des personnes LGBTQIA+ 2026-2029, en accordant une attention spécifique aux violences et discriminations dont elles sont la cible.

- rekening houdend met bovenstaande elementen werk te maken van de opstart van een nieuw Brussels actieplan voor de inclusie van LGBTQIA+-personen 2026-2029, met daarin specifieke aandacht voor geweld en discriminatie jegens LGBTQIA+-personen.

Stijn BEX (NL)
Martin CASIER (FR)
Fouad AHIDAR (NL)
Marie CRUYSMANS (FR)
Gilles VERSTRAETEN (NL)
Margaux DE RÉ (FR)
Imane BELGUENANI (NL)
Gisèle MANDAILA (FR)
Pascal SMET (NL)
Benjamin DALLE (NL)